



CEA/BSR-AC INFOS

"Accélérer le développement d'une sous-région"

Directeur de publication: Hachim Koumaré;

Equipe de rédaction: Albert Yama, Sylvain Maliko, Nangnigui David Kamara, Anne Marie Bakyono;

Conception et Réalisation: Bertrand Tachago, Eugène Wehla

Sommaire

<i>Activités sectorielles</i>	2
<i>Visibilité et Coopération</i>	3
<i>Intégration régionale</i>	4
<i>Environnement de travail</i>	5
<i>Publications</i>	6

Mot du Directeur



Le trimestre écoulé a été pour notre Bureau sous-régional pour l'Afrique Centrale pleine

d'intenses activités que nous souhaitons partager avec nos clients et lecteurs. Il s'agit là d'une initiative édictée par nos clients lors de la retraite de notre Bureau, tenue au mois de janvier 2005 à Limbé, afin d'assurer une visibilité, d'échanger les informations et de promouvoir l'intégration régionale.

Ce numéro spécial, premier d'une série que nous voulons pérenne, expose les activités du premier trimestre 2005 et informe sur les publications de la CEA et de son Bureau sous-régional pour l'Afrique Centrale.

Nous espérons que nos lecteurs trouveront utiles les informations contenues dans ce numéro.

Mamadou Hachim Koumaré

Directeur de la CEA/BSR-AC

Numéro spécial 001 de janvier 2005 à avril 2005

Une publication du Bureau sous-régional pour l'Afrique Centrale de la CEA

REUNION STATUTAIRE

Réunion du Comité Intergouvernemental des Experts

La vingt-troisième session du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE) du Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale de la CEA (CEA/BSR-AC) s'est tenue à Douala (Cameroun) du 13 au 14 avril 2005. Les objectifs de ladite session étaient d'examiner: (i) les tendances des conditions socio-économiques de l'Afrique centrale avec un accent particulier sur les questions de l'emploi et de la pauvreté; (ii) le suivi des grandes initiatives continentales et mondiales; (iii) les orientations stratégiques et les domaines de concentration futurs du Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale de la CEA, en réponse aux défis de développement de la sous-région. Cinquante et un (51) experts en provenance du Cameroun, du Congo, de la République Centrafricaine, du Gabon, de la Guinée Equatoriale, de Sao Tomé-et-Principe et du Tchad ont participé à cette vingt-troisième session du CIE. Des représentants du secteur privé, des ONG, des partenaires suivants de la CEA: la CEEAC, la CEMAC, la BEAC, la BDEAC et la CICOS, ainsi que des partenaires au développement de la sous-région, des agences de

la Coordination du Système des Nations Unies au Cameroun, des institutions de développement, des Universités et Centres de recherche ont également pris part à cette vingt-troisième session du CIE.

A l'issue des travaux, le Comité a pris quelques résolutions et décisions (contenues dans le rapport No ECA/SRO-CA/ICE/XXIII/05/MEET). Ce sont

Entre autres:

- Le couplage des indicateurs économiques et des indicateurs de développement humain afin de favoriser une bonne lecture des liens entre la croissance et le développement humain
- Le renforcement des prochaines publications du rapport par une section relative à la compétitivité des économies et que des indicateurs sur les échanges intra-zone soient explorés de manière à permettre une meilleure analyse de la tendance des échanges commerciaux dans la sous-région
- La définition du thème de l'édition 2007 du rapport économique à savoir: «Les relations entre la croissance, les inégalités de revenus et l'incidence de la pauvreté».
- L'intensification des efforts de communication par la CEA en général et par le Bureau en particulier, pour une plus grande visibilité dans les pays de la sous-région.



Photo de famille de quelques-uns des 51 Experts des 7 pays présents au 23ème CIE

Pour finir, Le Comité a apprécié les domaines de concentration du Bureau, à savoir l'intégration sous-régionale et les questions sectorielles, y compris les infrastructures de transport, le commerce, l'analyse de la situation économique avec un accent particulier sur la pauvreté, l'emploi, le suivi des initiatives, les services conseils, la coopération et l'évaluation des programmes.

ACTIVITES SECTORIELLES

Réunion Ad Hoc du groupe d'Experts sur l'emploi et la lutte contre la pauvreté en Afrique Centrale co-organisée avec le Bureau Afrique Centrale de l'OIT

Organisée conjointement par le Bureau sous-régional pour l'Afrique Centrale de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA/BSR-AC) et le Bureau sous-régional pour l'Afrique Centrale de l'Organisation Internationale du Travail (OIT-BSRAC), à Douala les 11 et 12 Avril 2005, sur le thème « Emploi et Lutte contre la Pauvreté en Afrique Centrale », la réunion ad hoc du groupe d'experts de l'Afrique Centrale a enregistré la participation d'une soixantaine d'experts des pays sui-

vants : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, République Centrafricaine, Sao Tomé et Príncipe et Tchad. Le groupe d'Experts a recommandé entre autres: de prendre en compte le phénomène de la fuite des compétences qui se développe de plus en plus dans certains pays de l'Afrique centrale, d'encourager le développement des systèmes de sécurité sociale, de faire figurer clairement le volet genre et les questions de formation professionnelle dans les stratégies nationales de lutte contre la pauvreté.



Une vue des Experts présents aux travaux

Réunion Ad Hoc du groupe d'Experts sur l'OMC, les APE et le développement du Commerce en Afrique Centrale

L'accès aux marchés, les processus de négociation commerciaux majeurs au sein de l'OMC et de l'APE ont été au centre de la réunion ad hoc du groupe d'Experts sur l'OMC, les APE et le développement du commerce en Afrique Centrale organisée par la CEA/BSR-AC en partenariat avec la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) et l'Association des Juristes et Economistes contre la Faim (JCEIP) à Pointe-Noire au Congo du 2 au 3 décembre 2004. L'objectif de cette réunion était de réunir les décideurs des pays de la sous-région, les experts, les acteurs du secteur privé et la société civile, afin d'examiner et d'approfondir les principaux enjeux et défis de ces deux négociations majeures et d'y apporter les réponses appropriées. Cette réunion a permis d'analyser comment le cycle de négociations multilatérales actuel pouvait fournir aux pays de la sous-région un accès plus grand aux marchés. Elle a également permis d'évaluer les opportunités de l'accord de partenariat économique entre l'Union Européenne (UE) et les pays de la CEMAC. C'est ainsi que dans son exposé sur « l'évaluation de l'impact



La Ministre du Commerce du Congo à l'ouverture des travaux

de l'accord de partenariat économique entre les pays de la CEMAC et l'Union Européenne », Nassim Oulmane de la Division du Commerce et de l'Intégration Régionale de la CEA a souligné la nécessité pour les pays de la CEMAC de connaître une expansion substantielle des importations en provenance de l'UE et de maintenir un certain degré d'asymétrie dans leur futur accord avec l'UE.

En guise de recommandations, la réunion a suggéré, dans le but d'assurer une plus grande insertion de l'Afrique centrale dans le commerce des produits industriels, que soit développées de nouvelles mesures en matière de compensation et de coopération multilatérale. En outre, les pays d'Afrique centrale souhaitent que la question de la progressivité des tarifs dans l'industrie soit plus suffisamment prise en considération lors des négociations. Par ailleurs, Les participants ont souligné la nécessité de renforcer l'intégration régionale et les capacités des

négociateurs et des opérateurs. L'attention a été attirée sur le fait que les accords de partenariat sont avant tout des accords pour le développement. Concernant le cas spécifique du bois, les participants ont évoqué la possibilité d'une initiative qui prendrait en compte les questions de brevets et le droit des populations riveraines des massifs forestiers. Sur la question de la facilitation des échanges commerciaux, la réunion a suggéré qu'elle soit davantage prise en compte dans les politiques nationales et sous - régionales.



Une vue des Experts présents aux travaux

VISIBILITE & COOPERATION

Visite aux membres du Gouvernement Camerounais



Echanges fructueux entre Le MINREXT et le Directeur de la CEA/BSR-AC

Dans le cadre des échanges et de renforcement des capacités en matière de coopération avec les Etats couverts par le Bureau, une délégation du BSR-AC sous la conduite de son Directeur a rendu visite à quelques membres du gouvernement du Cameroun notamment le ministre des Relations Extérieures, le Ministre d'Etat, ministre de la planification et le ministre des domaines. Avec le Ministre des relations extérieures, il a été question de l'Intégration régionale en Afrique Centrale, du type de coopération entre la CEA et le Cameroun.

Avec le Ministre de la Planification, le Directeur s'est entretenu sur les questions relatives au développement économique, à l'Intégration régionale. Par ailleurs, le Directeur a tenu à remercier le Ministre de la Planification pour la 23ème session du CIE qu'abritera le Cameroun.

Cette série de visites en vue d'améliorer la visibilité du Bureau s'étendra à tous les Etats de l'Afrique Centrale dans les prochains mois.

Signature de la préface de l'ouvrage sur les transports en Afrique Centrale

« Le régionalisme nécessite une infrastructure régionale efficace pour élargir et intégrer les marchés, réaliser des économies d'échelle, encourager la participation du secteur privé au développement et attirer les investissements directs étrangers. ». Telle serait la vision de l'ouvrage sur les transports en Afrique Centrale dont la préface a été signée le 22 mars 2005 conjointement par M. Anicet Georges Dologuélé, Président de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) et M. Hachim Mamadou Koumaré, Directeur du Bureau sous-régional pour l'Afrique Centrale de la CEA. L'objectif de cet ouvrage est de mettre à la disposition des pays, des partenaires, de la société civile et du secteur privé un document consensuel de référence pour le développement en matière d'infrastructures et de services de transport. Cet ouvrage met en exergue le Plan consensuel de développement des infrastructures et services de transport de l'Afrique centrale établi par les Etats de la sous-région et adopté par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC en janvier 2004 à Brazzaville (Congo). Vivement que ce plan soit réalisé pour faciliter le déplacement des biens et des

personnes et permettre l'accroissement des échanges entre les pays de la sous-région, facteur clé de l'augmentation du taux de croissance de l'Afrique Centrale.



Le Président de la BDEAC signant les documents

INTEGRATION REGIONALE

l'Intégration régionale en Afrique Centrale

L'intégration régionale en Afrique centrale a fait partie des préoccupations des dirigeants de la sous-région depuis le début des années 60. Ainsi, il a été mis en place plusieurs structures dont l'UDEAC l'actuelle CEMAC, la CEEAC, la BEAC, la BDEAC pour ne citer que celles-ci. Ces organisations et institutions ont évolué depuis lors mais des contraintes majeures existent toujours pour une réelle intégration sous-régionale. Les raisons avancées pour expliquer ce retard dans l'intégration régionale sont naturellement nombreuses. Il s'agit entre autres de l'appartenance multiple aux institutions d'intégration régionale dont le chevauchement entraîne une duplication des efforts et une mauvaise utilisation des rares ressources dont disposent les Etats africains ; la réticence des pays à adhérer à des programmes d'intégration pour des raisons de non équité dans le partage

des avantages et des inconvénients de l'intégration et la non application par certains pays des règles de la libre circulation des biens, services et des personnes à travers les frontières. Le présent projet a pour but de contribuer au renforcement de la coopération et de l'intégration sous-régionales en Afrique centrale à travers le renforcement de la synergie entre les différents intervenants dans le domaine de l'intégration régionale ; le renforcement des capacités en matière de paix et de protection sociale dans une zone de post conflit ; le fonctionnement du Comité de suivi du plan consensuel de développement des transports en Afrique centrale (PCDT-AC) pour lequel le Bureau est chef de fil.

L'objectif à long terme du projet est de mettre en place des fondations solides

pour l'accélération du processus d'intégration régionale en Afrique centrale.

Les résultats escomptés du projet sont les suivants :

- Meilleures harmonisation et coordination de certains programmes sectoriels de la sous région ;
- Mise en place d'une structure de concertation des deux CERs ainsi que la disponibilité des textes régissant son fonctionnement ;
- Mise à jour du plan consensuel des transports ainsi que des stratégies de mobilisation des ressources, et
- Mise à la disposition des Etats des études sur les coûts et avantages de l'intégration et sur la protection des populations vulnérables : cas du Congo.

6ème sommet des Chefs d'Etat de la CEMAC

Sur invitation de la CEMAC, le Bureau Sous-régional de la CEA pour Afrique Centrale a pris part au nom du Secrétaire Exécutif aux travaux du 6ème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement et aux travaux des ministres qui se sont tenus à Libreville au Gabon du 07 au 12 février 2005. La question de la dynamisation du comité opérationnelle du PDCT-AC et de la priorisation des projets inclus dans le plan de développement consensuel des transports (PDCT-AC) a été au centre des discussions. Les questions relatives au NEPAD, à l'épargne, aux Bailleurs de fonds en Afrique Centrale, à la concertation sous-régionale, aux activités du Comité opérationnel du plan consensuel des transports, ... ont été abordées. Ces rencontres ont permis de coordonner les points de vue sur les activités et projets communs et d'ébaucher des discussions sur l'Accord de coopération tripartite entre la CEEAC, CEMAC et la CEA.

Réunion du Bureau de la coordination du NEPAD en Afrique Centrale

Du 08 au 09 Mars 2005, le BSR-AC a pris part à Libreville au Gabon à la réunion du Bureau de la Coordination Régionale de mise en oeuvre et de suivi du NEPAD en Afrique. L'objet de cette réunion était de faire le point des activités entreprises en Afrique Centrale, par les Etats membres eux-mêmes, et par les communautés économiques sous-régionales. Parmi les grandes décisions de cette rencontre, on peut noter le budget pour l'exercice 2005, arrêté en dépenses et en recettes à 1 milliard trois cent millions de FCFA auquel s'ajoutent 300 millions de FCFA non encore libérés sur l'exercice 2004. Ce budget devra être financé par la Contribution Communautaire d'Intégration (CCI). La deuxième réunion du bureau de la CRNEPAD/AC sera organisée aussitôt après la réunion des Ministres des Transports de la CEEAC sur le PDCT. La date sera précisée ultérieurement.

Accord tripartite CEEAC - CEMAC - CEA

L'atelier régional sur la mise en oeuvre du NEPAD en Afrique Centrale, organisé conjointement par le secrétariat du NEPAD et le Secrétariat Général de la CEEAC à Libreville les 14 et 15 octobre 2004, a recommandé l'harmonisation des priorités dans la mise en oeuvre des programmes de développement régional, entre la CEMAC et la CEEAC. En outre, les conclusions du dernier voyage du Secrétaire Exécutif de la CEA en Afrique Centrale ont mis l'accent sur la mise en commun par les Communautés économiques régionales des moyens dont elles disposent, afin d'éviter les chevauchements dans

l'exécution des programmes et projets, ainsi que la duplication de leurs efforts. C'est dans cette optique que le BSR-AC de la CEA a initié un mémorandum d'accord tripartite entre la CEMAC, la CEEAC et la CEA qui est entrain d'être signé entre les 3 parties. Le mémorandum a pour objectif: (i) la constitution d'une structure de concertation; (ii) la définition de domaines et programmes communs pour l'accélération de l'intégration régionale; et (iii) la recherche de la cohérence dans les décisions des instances supérieures de la CEEAC et de la CEMAC.

ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL

Retraite annuelle du Bureau

La retraite annuelle du Bureau sous régional pour l'Afrique Centrale de la CEA s'est déroulée à Limbé, situé à 400 km environ de Yaoundé, du 27 au 29 janvier 2005. Tous les membres du personnel y ont pris part. Trois représentants d'institutions nationales invitées ont également fait le déplacement. Ce sont : un représentant du Ministère du Plan, et deux représentants d'ONG à savoir la Coordinatrice de la « Coalition des ONG Africaines de la Sécurité Alimentaire et le Développement (COASAD) » et le Chargé du Renforcement des Capacités de l'Association Presse Jeunes. Dans son mot introductif, le



Mot de bienvenue de Mme Céline Patouossa, Présidente de l'Association du Personnel

Directeur du Bureau a indiqué que cette retraite était placée sous le signe du renforcement de la coopération entre



« L'utilisation des ressources est soumise aux procédures prescrites afin d'assurer une meilleure gestion » Etty Puraatmadja, AFO

le Bureau et ses partenaires en vue de mieux servir la sous région. La Présidente de l'Association du personnel nouvellement élue a quant à elle, souhaité la bienvenue aux participants à la retraite et a tenu à remercier, au nom des autres membres de son bureau, l'ensemble des collègues pour la confiance placée en eux. Tout au long de la retraite, les discussions ont porté sur l'évaluation du programme de travail 2004 où il a été essentiellement question du renforcement des ressources humaines du Bureau, de l'amélioration de la délivrance et de la qualité des produits

du BSR-AC, de l'amélioration de la visibilité du Bureau, des stratégies et domaines de concentration du BSR-AC, du travail en équipe et de l'évaluation des compétences pour l'avenir. A l'issue de cette retraite, 3 équipes techniques ont été mises en place autour de (i) l'Intégration régionale et les questions sectorielles (ii) l'Analyse de la situation économique et de la pauvreté et (iii) Services conseils, coopération et évaluation. Ces équipes seront assistées par deux équipes d'appui qui sont celles des Services généraux et de l'Administration et finances. A la fin des travaux, Madame Christine Andela, au nom des partenaires invités, a remercié le Bureau de les avoir associés à cette retraite, avec une mention particulière pour la jeunesse. Elle s'est dite très sensible aux qualités pédagogiques qui se dégagent de la retraite car c'est la voie la plus féconde pour induire des changements de comportement.

Aménagement du Bureau dans ses nouveaux locaux



Une salle de conférence moderne

En janvier 2005, le BSR-AC s'est installé dans ses nouveaux locaux aménagés derrière l'ancienne Présidence à Yaoundé. Le nouveau bâtiment du BSR-AC offre une capacité de 17 bureaux, une salle de reproduction, une salle de conférence pouvant accueillir jusqu'à 25 personnes.



Des bureaux confortables pour le staff

Formation: un stagiaire à la CEA/BSR-AC

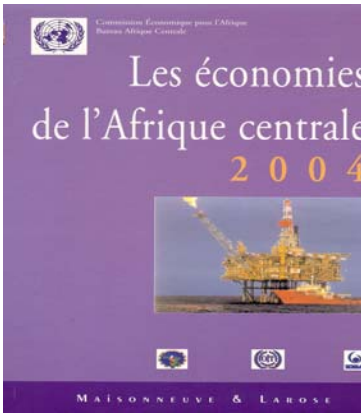


M. KOUASSI Adjé Vincent de Paul, ivoirien, Auditeur au programme GPE-Abidjan, effectue en ce moment un stage au BSR-AC pour une

Commencé le 01 avril 2005, ce stage s'achèvera le 30 juin 2005 et portera sur le thème: « Disparités hommes-femmes et stratégies de réduction de la pauvreté au Cameroun ». Cette étude vise à contribuer à une

prise en compte de la question du genre dans les stratégies de réduction de la pauvreté au Cameroun afin de donner les mêmes chances de développement aux hommes et aux femmes.

PUBLICATIONS



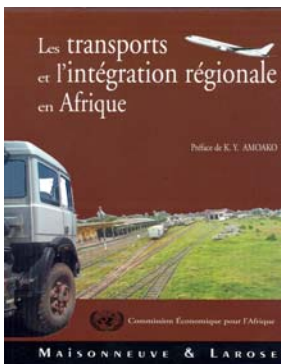
Cette étude tente de dégager des indications et des pistes de réflexion sur les efforts d'intégration dans la sous région Afrique Centrale dont les énormes potentialités naturelles contrastent avec l'ampleur de la pauvreté de ses populations. Elle est entreprise de manière très opportune car les efforts de pacification et de stabilisation du cadre sociopolitique commencent à porter leurs fruits.



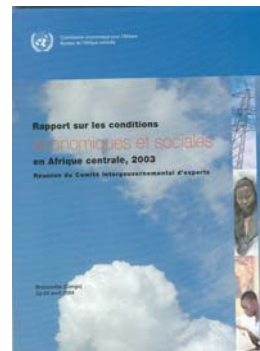
La présente étude sur l'état de l'intégration régionale en Afrique offre une réflexion sur les programmes d'intégration, en évalue les retombées et passe en revue les expériences réussies, les difficultés qui ont jalonné la genèse de l'Union Africaine.



Ce rapport fait le bilan des performances économiques du continent, identifie les actions à mener pour aider l'Afrique à mieux maîtriser et exploiter les bénéfices de la globalisation.



Cet ouvrage montre sans complaisance les faiblesses de l'intégration régionale en général et du secteur des transports en particulier qui est encore loin de favoriser le développement économique de l'Afrique.



Ce rapport dégage des indications et des pistes de réflexion sur les voies de l'intégration dans la sous région Afrique Centrale dont les énormes potentialités naturelles contrastent avec l'ampleur de la pauvreté de ses populations.



La présente synthèse donne un aperçu du Rapport sur la Gouvernance en Afrique que la CEA prévoit de publier prochainement. Elle a été établie pour ADF IV tenue en octobre 2004.

Prochaine publication: "Les économies de l'Afrique Centrale, 2005"

La première partie de cette publication traite des récentes évolutions des indicateurs macro-économiques de la sous-région et de la situation sociale. Dans la deuxième partie, le rapport expose les différentes mesures et initiatives prises ou à prendre afin d'imprimer un rythme accéléré au processus de l'intégration économique de la sous-région. Ces mesures et initiatives

s'expriment dans des questions aussi urgentes et sensibles comme la réalisation de la paix et de la sécurité, la formulation et l'engagement dans l'exécution des programmes économiques sectoriels, le renforcement des institutions d'intégration, la libre circulation des biens et des personnes, la définition d'un schéma de convergence des économies, etc... La troisième partie débouche sur une série de recommandations qui peuvent être utilement exploitées par les pays dans la formulation de leurs politiques d'emploi et surtout l'instrumentalisation de l'emploi en vue d'une lutte efficace contre la

Mise en place des bases de données à la CEA/BSR-AC

Retrouvez toutes ces informations en détail sur notre site Internet à l'adresse www.uneca.org/fr/sro/ac/

La CEA/BSR-AC a mis au point deux bases de données. L'une dénommée Système de Gestion des Réseaux d'Experts en Afrique Centrale (SYREAC) est une application permettant de recenser et gérer les informations sur les Experts de la sous-région Afrique Centrale. Dénommée base de données des performances socio-économiques, la seconde a pour but de fournir des statistiques sur les performances socio-économiques des 11 pays de l'Afrique Centrale.

Ces deux bases de données sont accessibles sur Internet à travers le site web de la CEA/BSR-AC à l'adresse: www.uneca.org/fr/sro/ac/